

de Corinne Deloy

ANALYSE
1 mois avant
le scrutin

Les sociaux-démocrates sont donnés favoris des élections législatives qui se dérouleront le 15 septembre au Danemark

Le 26 août, le Premier ministre danois Lars Lokke Rasmussen (Parti libéral, V) a annoncé que les prochaines élections législatives se tiendraient le 15 septembre. Le chef du gouvernement devait convoquer ce scrutin avant le 13 novembre prochain.

Le Premier ministre a tenu à expliquer que les élections législatives devaient, selon lui, avoir lieu avant la prochaine session du parlement, prévue en octobre prochain, afin que le gouvernement puisse mettre en œuvre au plus vite les réformes nécessaires à la relance de l'économie. Les récents scrutins législatifs ont toujours été anticipés dans le royaume. En 2001, les élections ont été organisées 4 mois avant la fin du mandat du parlement, en 2005, 9 mois plus tôt et en 2007, 15 mois avant. La date du scrutin a été fixée 3 semaines avant le jour du vote. « Il est habituel au Danemark que le Premier ministre annonce l'organisation d'élections législatives de cette façon et il essaie toujours de le faire de façon inattendue. C'est une sorte de pouvoir dont dispose le chef du gouvernement » a précisé Soren Risberg Thomsen, professeur de science politique à l'université Aarhus.

Le scrutin législatif se déroule traditionnellement le mardi dans le royaume, à l'exception de celles de 1990 et 1994 qui ont été organisées un mercredi. Cette année, les élections auront lieu un jeudi.

Un pays touché par la crise économique

Les questions économiques (la relance de la croissance et le redressement des finances publiques) seront l'un des enjeux principaux des élections. Le Danemark, dont le PIB s'est contracté de 0,1% au 1er trimestre 2011 et qui a eu une croissance négative au trimestre précédent, est en récession. « La situation de l'économie nationale ou comment ramener la croissance au Danemark ? sera le thème majeur de la campagne électorale » a affirmé Peter Goll, analyste au cabinet de consultants Geelmuyden.Kiese. « Ces élections législatives se feront sur les thèmes de la relance de la croissance, de l'amélioration de l'emploi. Ensuite, elles se feront sur la façon de garantir l'État-providence » a indiqué Lars Andersen, directeur du Conseil économique du mouvement du travail.

Lors des dernières semaines, gouvernement et opposition ont présenté chacun leur plan pour sortir le pays de la crise économique. Le 23 août dernier, le Premier ministre Lars Lokke Rasmussen a dévoilé son « plan de croissance durable » destiné à stimuler la croissance du

pays durant les 2 années à venir. « Quand le monde est aussi incertain qu'il l'est, nous avons besoin de bien baliser le chemin à suivre, c'est la tâche à laquelle s'attelle le gouvernement. La solution réside dans la prise de responsabilité économique qui fait du Danemark l'un des pays les plus sûrs du monde et non dans un endettement incontrôlé et des hausses d'impôts. Nous ne voulons pas créer de la croissance par l'emprunt » a déclaré le chef du gouvernement, ajoutant « En pleine crise de la dette, les Danois ont le choix entre un endettement incontrôlé ou une politique fiscale responsable et la permanence de l'État-providence ».

Le plan de croissance durable, dont le montant est de 10,8 milliards de couronnes (1,4 milliard €) devra relancer le secteur de la construction (nouvelles dépenses publiques notamment dans les infrastructures routières et ferroviaires, aide au marché immobilier suspension de certaines taxes d'habitation ainsi que des frais d'enregistrement des propriétés et soutien à l'investissement et à la consommation privés).

Selon le ministère des Finances, le déficit du pays, qui

s'est élevé à 2,8% du PIB l'an passé, devrait atteindre 68 milliards de couronnes (9,1 milliards €), soit 3,8% du PIB, cette année et près de 85 milliards de couronnes (11,4 milliards €) en 2012 (4,6% du PIB), soit + 5 milliards par rapport à ce qui avait été annoncé en mai dernier. La faiblesse de la consommation, les prévisions de croissance internationale en baisse et la chute des Bourses a accru la pression sur les finances publiques a indiqué le ministre des Finances, Claus Hjort Frederiksen, pour expliquer la hausse du déficit budgétaire au-delà du plafond des 3% fixés par le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne. Le ministère des Finances a également revu à la baisse son estimation de la croissance du royaume pour 2011. Celle-ci devrait s'établir à 1,3% du PIB (et non 1,9% comme annoncé en mai dernier) ; elle atteindrait 1,8% en 2012. « Le monde est d'une certaine façon différent aujourd'hui de ce qu'il était avant l'été » a souligné Claus Hjort Frederiksen, pour expliquer la révision à la baisse des prévisions économiques. Le plan de relance contient des mesures pour accroître l'activité économique et créer 8 000 emplois nouveaux. Le taux de chômage s'élevait à 4% de la population active en juin dernier. « Le programme de croissance durable est entièrement financé et ne remet pas en cause l'objectif d'équilibrer le budget en 2020 » a-t-il ajouté.

Le Premier ministre Lars Lokke Rasmussen a également présenté sa proposition de budget. Celle-ci prévoit des mesures d'austérité mais le gouvernement a cependant promis d'augmenter les budgets de l'éducation et de la santé. Avant la crise économique, en 2007, le budget du Danemark avait été excédentaire de plus de 80 milliards de couronnes. « Ce programme constitue la réponse du gouvernement à une crise internationale renouvelée et aux élections législatives à venir ; il consiste fondamentalement en mesures classiques de dépenses budgétaires » a déclaré Steen Bocian, économiste à la Danske Bank.

Le 21 août dernier, l'opposition de gauche avait présenté son propre plan de relance de l'économie. Celui-ci prévoyait des dépenses d'un montant quasiment équivalent dans les infrastructures, de l'éducation, de la santé et des énergies renouvelables. Le financement de ce plan devrait provenir de nouvelles taxes sur les banques, des gains du capital et des Danois les plus fortunés. « En cette période de crise internationale de la dette qui affecte aussi le Danemark, notre économie a besoin de politiques économiques responsables, pas de souhaits irresponsables » a déclaré le Premier ministre Lars Lokke Rasmussen en parlant des propositions de l'opposition de gauche.

La situation politique

Le gouvernement de Lars Lokke Rasmussen allie le Parti libéral et le Parti conservateur (KF) de Lars Barfoed. Ancien ministre des Finances, le chef du gouvernement actuel a remplacé en avril 2009 Anders Fogh Rasmussen (V) après la nomination de celui-ci au poste de secrétaire général de l'OTAN. Le gouvernement est minoritaire au Parlement depuis son arrivée au pouvoir en 2001. Il bénéficie du soutien du Parti du peuple danois (DF), parti populiste d'extrême droite dirigé par Pia Kjaersgaard. Cet appui était conditionné à un important durcissement par le gouvernement de la législation danoise en matière d'immigration. De fait, le Danemark est l'un des États membres les plus fermés aux étrangers.

Ainsi, il est indispensable d'être âgé d'au moins 24 ans pour être autorisé à faire venir dans le royaume un conjoint étranger (qui doit lui aussi être âgé d'au moins 24 ans). Ce dernier doit également posséder de forts liens avec le Danemark (plus qu'avec tout autre pays tiers), payer une caution de 100 000 couronnes (13 400 €) et enfin habiter un appartement aux normes. En 2002, on a dénombré 8 151 regroupements de conjoints pour seulement 3 525 en 2005.

Au printemps 2011, le parlement a voté une nouvelle loi restreignant l'accès des immigrés aux cartes de séjour. Un système de permis à points combinant la connaissance du danois et la situation professionnelle de la personne a été mis en place.

Sous la pression du Parti du peuple danois, le Danemark a également rétabli le 1er juillet dernier les contrôles douaniers permanents à ses frontières, une mesure très critiquée par ses partenaires de l'Union européenne.

Le Premier ministre sortant a déclaré le 26 août dernier que sa coalition gouvernementale ferait campagne en direction du centre et non de l'extrême droite. « Le Parti libéral et le Parti conservateur se présentent pour obtenir un nouveau mandat et sécuriser les finances publiques dans un monde marqué par l'agitation des marchés et les crises de la dette » a indiqué Lars Lokke Rasmussen. Les partis du gouvernement abordent cependant les élections législatives en position de faiblesse. Devancés par l'opposition de gauche dans les enquêtes d'opinion, ils ont également échoué à obtenir le soutien du Parti du peuple danois à leur plan de relance économique.

Après dix années dans l'opposition, le Parti social-démocrate (SD), emmené par Helle Thorning-Schmidt espère former un gouvernement majoritaire avec ses alliés du Parti populaire socialiste (SF), dirigé par Villy Sovndal, à l'issue du scrutin. « Après dix années de gouverne-

ment de droite, le pays piétine » a déclaré la leader de l'opposition. « La crise a été dure avec le Danemark. Nous avons 175 000 personnes sans emploi et nos entreprises ont besoin de commandes » a-t-elle ajouté.

L'opposition a promis d'assouplir la politique en matière d'immigration et de revenir sur la décision du gouvernement de réintroduire des contrôles douaniers à ses frontières terrestres si elle remportait les prochaines élections législatives.

Le Parti social-libéral (RV), positionné au centre sur l'échiquier politique mais qui depuis les années 1990, a coopéré essentiellement avec les sociaux-démocrates, s'est souvent trouvé dans le passé dans la position de faiseur de rois. Sa leader, Marghrethe Vestager, a répété sur la chaîne de télévision TV2 qu'elle soutenait la candidature de Helle Thorning-Schmidt au poste de Premier ministre.

Le système politique danois

Le Folketing, parlement monocaméral, comprend 179 membres élus pour 4 ans au scrutin proportionnel selon la méthode de Sainte-Lagüe. Pour présenter des listes aux élections législatives, tout parti doit être représenté au parlement au moment de la tenue du scrutin. Si tel n'est pas le cas, il lui faut alors recueillir un nombre de signatures correspondant à 1/175e des suffrages déclarés valides lors du précédent scrutin législatif.

La province du Groenland et celle des îles Féroé disposent chacune de 2 représentants. Les 175 autres sièges sont répartis entre 3 régions : Copenhague, le Jutland et les îles. Ces trois régions sont subdivisées en 3 circonscriptions urbaines et 7 circonscriptions rurales. Le nombre de sièges alloués à chacune d'entre elles, proportionnel au nombre de ses habitants, est revu tous les 5 ans. Le calcul effectué (addition de la population, du nombre d'électeurs aux dernières élections législatives et de la surface de la circonscription en kilomètres carrés multipliée par vingt, le résultat étant ensuite divisé par 175) favorise les régions faiblement peuplées.

La répartition des sièges du parlement se fait en deux temps, tout d'abord par parti puis par candidat. 135 des 175 sièges du Folketing sont des sièges de circonscription, les 40 restants sont des sièges compensatoires. Ceux-ci permettent d'assurer une représentation nationale aux « petits » partis. Pour accéder à la répartition des sièges compensatoires, un parti doit avoir obtenu un minimum de sièges dans une circonscription donnée ou encore un nombre de suffrages supérieur ou égal au nombre de voix nécessaires à l'obtention d'un siège dans au moins 2 des 3 régions du royaume ou encore au moins 2% des suffrages exprimés au niveau national.

Si les principes d'organisation des élections législatives sont inscrits dans la Constitution danoise de 1953, en revanche, le royaume ne possède pas de règle pour la

conduite de la campagne électorale et n'impose aucune limite en matière de financement du scrutin.

Dans la perspective des élections législatives, les partis politiques ont débuté leur campagne depuis le début de l'année 2011.

8 partis politiques sont représentés dans l'actuel Folketing :

- Le Parti libéral (V), parti du Premier ministre sortant Lars Lokke Rasmussen. Fondé en 1870, il compte 46 députés ;

- Le Parti social-démocrate (SD), principal parti d'opposition dirigé depuis 2005 par Helle Thorning-Schmidt, possède 45 sièges ;

- Le Parti du peuple danois (DF), parti populiste d'extrême droite fondée en 1995 et dirigé par Pia Kjaersgaard. Soutien de la coalition gouvernementale au parlement, il compte 25 députés ;

- Le Parti socialiste populaire (SF), parti d'opposition créée en 1959 par un ancien président du Parti communiste danois exclu du parti pour avoir critiqué l'intervention de l'Union soviétique en Hongrie en 1956. Rassemblant socialistes et écologistes et dirigé par Villy Sovndal, il possède 23 sièges ;

- Le Parti conservateur (KF), fondé en 1915, membre de la coalition gouvernementale et dirigé par Lars Barfoed, possède 18 sièges ;

- Le Parti social-libéral (RV), parti d'opposition créé en 1905 et dirigé par Marghrethe Vestager, compte 9 députés ;

- Nouvelle alliance (Y) (devenue Alliance libérale), fondée en 2007 par des dissidents du Parti social-libéral et du Parti conservateur. Dirigée par Anders Samuelsen, elle possède 5 sièges ;

- la Liste de l'unité (E), fruit de l'alliance du Parti communiste (DKP), du Parti des travailleurs socialistes (SA) et de la Gauche socialiste (VS). Elle n'a pas de leader mais est dirigée par un comité exécutif de 25 personnes. Elle compte 4 députés.

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Megafon et publiée le 26 août dernier par le quotidien Politiken crédite l'opposition de gauche de 52,2% des suffrages et de 90 sièges au Folketing, soit la majorité au parlement. La coalition gouvernementale et son allié parlementaire du Parti du peuple danois recueilleraient ensemble 47,8% des voix, soit 85 sièges. Le sondage de l'institut Voxmeter pour l'agence Ritzau crédite l'opposition de gauche de 96 députés et la coalition de droite alliée aux populistes dirigés par Pia Kjaersgaard de 79 sièges. « Les enquêtes d'opinion donnent une nette avance à l'opposition. Il faudrait un événement de taille pour que Lars Lokke Rasmussen l'emporte » analyse Peter Goll du cabinet de consultants Geelmuyden.Kiese.

En cas de victoire de l'opposition de gauche, Helle Thorning-Schmidt pourrait devenir la première femme à diriger le gouvernement danois.

Rappel des résultats des élections législatives du 2007 au Danemark

Participation : 86,53%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti libéral (V)	908 472	26,2	46
Parti social-démocrate (SD)	881 037	25,5	45
Parti du peuple danois (DF)	479 532	13,9	25
Parti populaire socialiste (SF)	450 975	13	23
Parti conservateur (KF)	359 404	10,4	18
Parti social-libéral(RV)	177 161	5,1	9
Nouvelle alliance (Y)	97 295	2,8	5
Liste de l'unité (E)	74 982	2,2	4
Chrétiens-démocrates (K)	30 013	0,9	0
Indépendants	549	0	0

Source : Ministère de l'Intérieur du Danemark

L'opposition en tête des sondages pour les élections législatives danoises

J-7
7 jours avant
le scrutin

Les questions économiques, et notamment la relance de la croissance, l'augmentation de l'emploi et la préservation de l'Etat-providence, sont au cœur de la campagne électorale législative danoise. Le scrutin se déroulera le 15 septembre prochain. La crise économique actuelle a évincé l'enjeu de l'immigration, sujet central lors des précédents scrutins de 2001, 2005 et 2007, années où l'économie danoise était florissante.

« Les gens sont lassés du thème de l'immigration qui a été au cœur de l'agenda politique au cours des 10 dernières années. De plus, les Danois sont, dans ce domaine, satisfaits de l'action de leur gouvernement qui a, selon eux, réduit en grande partie l'immigration » affirme Jacob Mchangama, co-directeur du think tank du Centre des études politiques. Le Parti du peuple danois (DP), d'extrême droite, dirigé par Pia Kjaersgaard et soutien parlementaire du gouvernement dirigé par le Premier ministre sortant Lars Lokke Rasmussen (Parti libéral, V), a tenté à plusieurs reprises de mettre l'accent sur son sujet de prédilection. Elle a ainsi proposé de déplacer les centres d'accueil des demandeurs d'asile que compte le Danemark dans les pays d'où sont originaires les demandeurs d'asile comme le Pakistan mais aussi les Etats de la corne de l'Afrique ou du Moyen Orient. Le Parti du peuple continue à se battre pour un plus grand contrôle des frontières du pays. Il a ainsi obtenu du gouvernement le rétablissement le 1er juillet dernier des contrôles douaniers permanents à ses frontières en échange de son soutien à la réforme sur les pensions des retraites anticipées. « Dans un monde globalisé, il est important de protéger notre Etat-providence des personnes qui viennent d'ailleurs et qui profitent des bénéfices de notre société » a déclaré Peter Skaarup, porte-parole du DP pour la justice.

Le Premier ministre sortant a répété qu'il ne formerait pas d'alliance gouvernementale avec le Parti du peuple à l'issue du scrutin du 15 septembre. Après ce qui a été perpétré par Anders Behring Breivik en Norvège le 22 juillet dernier (76 morts dans un attentat et une fusillade), le gouvernement de Lars Lokke Rasmussen a tenté, ces dernières semaines, de marquer sa distance avec le parti du peuple.

L'Institut national de la statistique a revu à la hausse ses données socioéconomiques pour le 1er trimestre 2011 (augmentation de 0,1% du PIB). Ainsi, le Danemark échappe à la récession (deux trimestres consécutifs de croissance négative), le PIB danois ayant reculé de 0,2% lors du 4e trimestre 2010. La dernière période de récession qu'a connue Copenhague remonte à 2009. « Cela confirme que nous connaissons une reprise modérée et que le plan mis en place par le gouvernement pour relancer la consommation était le bon » a commenté Claus Hjort Frederiksen (V), ministre des Finances.

Le gouvernement a dévoilé le 23 août dernier son « plan de croissance durable » destiné à stimuler la croissance durant les 2 années à venir. D'un montant de 10,8 milliards de couronnes (1,4 milliard €), celui-ci prévoit plusieurs investissements dans le secteur de la construction (nouvelles dépenses publiques notamment dans les infrastructures routières et ferroviaires, aide au marché immobilier suspension de certaines taxes d'habitation ainsi que des frais d'enregistrement des propriétés et soutien à l'investissement et à la consommation privés). « L'économie va dans la bonne direction » a déclaré Kristian Thulesen Dahl, responsable des questions financières au Parti du peuple.

Steen Bocian, économiste de la Danske Bank, voit dans les derniers chiffres publiés par l'Institut national statistique un signe encourageant mais met en garde sur le fait que les données ne prennent pas en compte la crise financière et économique de cet été dont les effets ne devraient apparaître que dans les statistiques des 3e et 4e trimestres 2011. « Le Danemark a évité la récession de justesse. Nous devrions être heureux mais les chiffres révèlent la fragilité de l'économie danoise » a indiqué Michael Staehr, analyste en chef de la Sydbank.

Le Danemark devrait connaître une croissance de 1,7% cette année et de 2% en 2012 selon les derniers chiffres de la Banque centrale. Selon cette institution, le recul de la consommation des ménages a été plus qu'équilibré par l'accroissement des dépenses publiques et des investissements. La baisse de la consommation, l'atonie du marché immobilier et le niveau élevé des salaires (qui figurent parmi les plus hauts du monde) qui empêchent la croissance et réduisent la compétitivité demeurent cependant un problème au Danemark.

Le gouvernement pense que la consolidation fiscale et les coupes sociales sévères (notamment la réforme sur les pensions des retraites anticipées et la baisse des aides accordées aux étudiants) devraient empêcher la dette publique de se creuser et permettre de parvenir à l'équilibre budgétaire d'ici à 2020. Les forces de l'opposition souhaitent financer la dette par la croissance. Elles proposent de relancer les investisse-

ments publics et d'allonger d'une heure hebdomadaire (« douze minutes par jour » disent les forces gouvernementales) le temps de travail des salariés pour améliorer la productivité et les rentrées fiscales. « Les Danois doivent choisir entre une dette incontrôlée et le maintien de leur Etat providence » a déclaré le Premier ministre Lars Lokke Rasmussen qui affirme que le gouvernement a choisi une politique de limite des dépenses et se bat contre les hausses d'impôts (le Parti conservateur (KF), allié du Parti libéral à la tête de l'Etat, est favorable à de nouvelles baisses d'impôts pour stimuler la demande) tandis que l'opposition, qu'il dépeint comme irresponsable, prévoit de créer de la croissance à travers de nouveaux emprunts. Les forces de gauche mettent régulièrement en avant les chiffres du budget : le Danemark est en effet passé d'un surplus de 5% du PIB à un déficit budgétaire de 4,6%.

Le Parti social-démocrate (SD) a remporté les scrutins municipaux et régionaux du 17 novembre 2009. Au niveau municipal, il a recueilli 30,7% des suffrages devançant le Parti libéral (V) qui a obtenu 24,8% des voix. Au total, la gauche a remporté 51,2% des suffrages pour 43,9% à la droite. Les sociaux-démocrates s'étaient imposés à Copenhague, Aalborg et Odense. Au niveau régional, ils avaient remporté 3 régions (Hovedstaden, Midtjylland et Nordjylland) et le Parti libéral 2 (Sjælland et Syddanmark).

« Le Parti libéral et le Parti conservateur se rendent aux urnes avec le désir de collaborer avec l'ensemble de la classe politique danoise » a déclaré le Premier ministre sortant Lars Lokke Rasmussen.

Selon les enquêtes d'opinion, la coalition dite rouge, qui rassemble les partis de l'opposition (Parti social-démocrate, Parti socialiste populaire (SF), Parti social-libéral (RV) et Liste de l'unité (E)), devrait remporter les élections législatives du 15 septembre. L'Institut Ramboell la crédite de 53,8% des suffrages (95 députés au parlement) pour 46% à la coalition dite bleue (80 sièges) qui réunit le Parti libéral, le Parti conservateur et le Parti du peuple danois dans un sondage publié par le quotidien Jyllands-Posten.

L'écart entre les deux coalitions est tout aussi important dans l'enquête réalisée par l'Institut Voxmeter et publiée par l'agence de presse Ritzau : 54,6% pour les partis de l'opposition (97 députés) et 44,6% pour les partis du gouvernement (78 sièges).

Enfin, selon le Berlingske Barometer du 6 septembre dernier, 52,4% des électeurs s'approprieraient à voter pour la coalition rouge (92 députés) et 47,6% en faveur de la bleue (83 sièges). Les sociaux-démocrates recueilleraient 25,8% des suffrages, un résultat peu élevé (tout juste supérieur à celui qu'ils avaient recueilli lors des dernières élections législatives du 13 novembre 2007) mais qui leur permettrait de retrou-

ver la place de 1er parti du Danemark devant les libéraux qui obtiendraient 23,7%. Le Parti du peuple danois est crédité de 12,3% des suffrages.

Si son parti est en recul dans les sondages, le Premier ministre sortant Lars Lokke Rasmussen est cependant considéré par ses compatriotes comme le leader politique le plus crédible du pays selon une enquête réalisée par l'institut Ramboell pour le quotidien Jyllands-Posten. Près de deux Danois sur dix (19,4%) appelés à désigner l'homme politique le plus crédible citent le chef du gouvernement ; 16,4% mentionnent Marghrethe Vestager, présidente du Parti social-libéral (RV), 14,2% Helle Thorning-Schmidt, présidente des sociaux-démocrates

et 9,2% Pia Kjaersgaard, présidente du Parti du peuple. « Les Danois sont fatigués d'avoir le même gouvernement depuis dix ans. Ils veulent voir autre chose. Nous avons une tradition dans le pays : les gouvernements durent dix ans. Nous allons maintenant être dirigés par les sociaux-démocrates durant quelques années » a déclaré Svenning Dalgaard, éditorialiste politique de la chaîne de télévision TV2. « Nous allons avoir un nouveau gouvernement à l'issue des élections législatives du 15 septembre prochain mais les négociations post-électorales seront difficiles entre les différents partis » a souligné Soren Risberg Thomsen, professeur de science politique à l'université Aarhus.

Alternance au Danemark où l'opposition remporte de peu les élections législatives

RESULTATS

Les forces d'opposition de gauche emmenées par le Parti social-démocrate (SD) ont remporté les élections législatives qui se sont déroulées au Danemark le 15 septembre. Ensemble, les 4 partis du Bloc rouge – Parti social-démocrate, Parti social-libéral, Parti socialiste populaire et Liste de l'unité – ont recueilli 50,2% des suffrages et 89 sièges au Folketing, chambre unique du Parlement, soit + 8 par rapport au précédent scrutin législatif du 13 novembre 2007, s'imposant devant le Bloc bleu, formé par les partis de droite – Parti libéral, Parti du peuple danois, Alliance libérale et Parti conservateur –, qui a obtenu 49,7% des voix et 86 sièges (- 3).

Le Parti libéral (V) du Premier ministre sortant Lars Lokke Rasmussen conserve sa position de 1er parti du pays avec 26,7% des suffrages et 47 sièges (+ 1). Il devance les sociaux-démocrates emmenés par Helle Thorning-Schmidt qui ont recueilli 24,9% des voix, soit leur plus faible résultat depuis 1906, et 44 sièges (- 1). Le Parti du peuple danois (DF), formation populiste d'extrême droite dirigée par Pia Kjaersgaard, enregistre un recul pour la première fois de son histoire. Il a obtenu 12,3% des suffrages et 22 sièges (- 3). Le Parti social-libéral (RV), formation d'opposition conduite par Marghrethe Vestager, a réalisé une percée avec 9,5% des voix et 17 sièges (+ 8). A l'inverse, le Parti socialiste populaire (SF) de Villy Sovndal est en net recul : il a recueilli 9,2% des suffrages et 16 sièges (- 7). Le Parti conservateur (KF), formation membre de la coalition gouvernementale sortante et dirigée par Lars Barfoed obtient 4,9% des voix (-10), soit plus de la moitié de ses sièges et devient le plus petit parti du Folketing. L'Alliance libérale, ancienne Nouvelle alliance (Y), a recueilli 5% des suffrages et remporté 9 sièges (+ 4). Enfin, la Liste de l'unité (E), parti de l'opposition de gauche, a obtenu 6,7% et 12 sièges (+ 8).

Kaj Leo Johannesen et Aksel Johannesen sont élus députés aux îles Féroé ; Kuupik Kleist et Aleqa Hammond au Groenland.

La participation s'est élevée à 87,71%, soit très légèrement au-dessus de celle enregistrée lors des précédentes élections législatives du 13 novembre 2007 (+ 1,18 point).

« Nous l'avons fait ! Ce jour est celui du changement. Nous avons de nouveau démontré ce soir que les sociaux-démocrates constituent une grande force qui occupe une position centrale dans la société danoise » a déclaré Helle Thorning-Schmidt lors de l'annonce des résultats. « Ensemble, nous pouvons écrire l'histoire. Nous pouvons dire au revoir à 10 ans d'un règne bourgeois qui a calé et offrir un nouveau gouvernement et une nouvelle majorité au Danemark » a-t-elle ajouté, affirmant qu'elle travaillerait à bâtir « une société qui ne laisse personne de côté et où chacun peut avoir une deuxième chance ».

Le Premier ministre sortant Lars Lokke Rasmussen a reconnu sa défaite en félicitant sa rivale pour son succès et annoncé qu'il démissionnerait dès le lendemain. « Demain à 11h, je remettrai la démission du gouvernement à la reine. Il n'y a plus de motif de rester au gouvernement » a-t-il indiqué sur la chaîne de télévision TV2.

Les élections législatives ont été dominées par l'inquiétude des Danois envers l'état de leur économie. Les trois quarts d'entre eux (74%) avaient cité ce thème comme l'enjeu le plus important du scrutin dans une enquête d'opinion début septembre.

Longtemps considéré comme l'un des meilleurs élèves de l'Europe au niveau économique, le Danemark a échappé de peu à la récession (deux trimestres consécutifs de croissance négative) grâce à l'augmentation de 0,1% de son PIB au 1er trimestre 2011. Le taux de chômage est en hausse dans le royaume et le déficit budgétaire du pays, qui s'est élevé à 2,8% du PIB l'an passé, devrait atteindre 68 milliards de couronnes (9,1 milliards €), soit 3,8% du PIB, en 2011 et près de 85 milliards de couronnes (11,4 milliards €) l'année suivante (4,6% du PIB). Il y a quatre ans, en 2007, le budget du Danemark avait été excédentaire de plus de 80 milliards de couronnes (5% du PIB).

Helle Thorning-Schmidt avait accusé le chef du gouvernement sortant Lars Lokke Rasmussen d'avoir échoué à ramener la croissance et accru le déficit budgétaire. Elle propose de donner un « nouveau départ » au Danemark. Pour ce faire, elle est favorable à une hausse des investissements publics dans l'éducation et les infrastructures et à un relèvement de l'imposition des hauts revenus et défend le système de retraite actuel que le gouvernement sortant voulait modifier. Le plan de l'opposition de gauche prévoit d'injecter dans l'économie 18 milliards de couronnes (2,4 milliards €) financés par des emprunts et par une augmentation du temps de travail quotidien de 12 minutes (soit une heure hebdomadaire) dans l'économie. « Nous ne sautons pas dans le train de l'austérité » a affirmé Helle Thorning-Schmidt. La gauche a promis le retour à l'équilibre budgétaire d'ici à 2020.

« La seule chose dont nous soyons sûrs, c'est qu'un nouveau

gouvernement rendrait plus coûteux d'être Danois. Nous avons déjà le secteur public le plus important du monde. Nous devrions rester sur le chemin qui nous a fait passer la crise de manière raisonnable, redonner l'optimisme au Danemark et non pas créer des obstacles à la consommation privée et rendre la vie plus chère pour les Danois » avait déclaré Lars Lokke Rasmussen qui avait demandé aux électeurs de lui rester fidèles pour empêcher la gauche de défaire ce que son gouvernement avait réalisé et mis en garde contre des promesses « financées par des hausses d'impôts qui entraîneront une réduction de la consommation des ménages ». Probablement usé par les dix ans de pouvoir de son parti, le Premier ministre sortant n'a pas été entendu et les difficultés économiques ont conduit les Danois à sanctionner le gouvernement sortant.

En matière d'immigration –sujet longtemps clivant dans le royaume scandinave –, Helle Thorning-Schmidt, qui a déclaré souhaiter mettre en place une politique d'immigration plus humaine que celle suivie par le gouvernement sortant, a cependant précisé qu'elle ne reviendrait pas sur la plupart des mesures prises depuis dix ans par celui-ci. « L'une des raisons pour lesquelles l'immigration n'a pas constitué un enjeu lors de ces élections législatives est que la gauche a adopté la même rhétorique que la droite sur le sujet » a déclaré Peter Kurrild-Klitgaard, professeur de science politique de l'université de Copenhague.

Agée de 44 ans, Helle Thorning-Schmidt est diplômée de science politique de l'université de Copenhague et du Collège d'Europe de Bruges. Elle est mariée à Stephen Kinnock, fils de l'ancien leader (1983-1992) du Parti travailliste britannique, Neil Kinnock.

Adhérente du Parti social-démocrate en 1993, elle occupe tout d'abord les fonctions de chef du secrétariat de la délégation du parti au Parlement européen de 1994 et 1997 avant de devenir consultante internationale pour la Confédération danoise des syndicats (LO). En 1999, elle est élue députée européenne puis entre au Folketing à l'occasion des élections législatives du 8 février 2005.

A l'issue du scrutin remporté par la droite et après la démission du précédent leader social-démocrate Mogens Lykkes-toft, Helle Thorning-Schmidt se présente comme candidate à sa succession. Le 12 avril 2005, elle est élue à la tête de son parti avec 53,2% des suffrages en battant Frank Jensen, positionné plus à gauche. Elle devient alors la première femme à diriger les sociaux-démocrates.

A ce poste, elle manœuvre en faveur du rapprochement de son parti avec le Parti socialiste populaire et le Parti social-libéral et prône la formation d'un gouvernement d'union soutenu par l'Alliance rouge et verte en cas de victoire des forces de gauche. « Elle a su panser les blessures remontant au

Élections législatives au Danemark 15 septembre 2011

début des années 1990 et reconstruire une unité dans le parti grâce à des qualités de chef, à la fois autoritaire et capable de travailler en équipe » affirme Rune Subage, politologue de l'université d'Aarhus.

Ayant réussi à fédérer la gauche danoise et à remporter les élections, elle devrait donc devenir la première femme Premier ministre de l'histoire du Danemark.

Si la victoire du Bloc rouge est indéniable, la gauche a cependant obtenu une courte majorité. La formation du prochain gouvernement pourrait être difficile. La coalition conduite par Helle Thorning-Schmidt reste effectivement très hétérogène. Ainsi, le Parti social-libéral (RV), positionné au centre sur l'échiquier politique, est favorable à

une politique économique libérale et a cherché, durant la campagne électorale, à minimiser le rôle que pourraient avoir le Parti populaire socialiste et la Liste de l'unité dans un futur gouvernement. Ces partis ont des opinions divergentes sur plusieurs dossiers importants : la réforme des retraites, l'immigration, la fiscalité et la politique économique.

Par ailleurs, l'alternance ne devrait pas profondément modifier le visage du Danemark. « Les différences sont minimales entre les deux bords de l'échiquier politique. Les changements ne seront pas très importants » a affirmé Bo Sandemann Rasmussen, professeur de science politique de l'université Aarhus.

Résultats des élections législatives du 15 septembre 2011 au Danemark

Participation : 87,71%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti libéral (V)	948 291	26,7	47
Parti social-démocrate (SD)	881 534	24,9	44
Parti du peuple danois (DF)	436 335	12,3	22
Parti social-libéral(RV)	336 149	9,5	17
Parti populaire socialiste (SF)	326 118	9,2	16
Liste de l'unité (E)	236 982	6,7	12
Alliance libérale	176 473	5	9
Parti conservateur (KF)	174 563	4,9	8
Chrétiens-démocrates (K)	28 157	0,8	0
Indépendants	1 832	0,1	0

Source : institut danois de la statistique (<http://www.dst.dk/valg/Valg1204271/valgopgmid/valgopgHL.htm>)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.